

Des voyants plus verts que verts

Le thermomètre économique de la Fondation Idea est formel : le Luxembourg a enclenché un «cycle expansionniste», notamment au niveau de l'emploi et de la croissance.

journaliste
Brucker

vec son tableau de bord conçu comme un «thermomètre précis et réactif», la Fondation Idea prend mois la température de l'économie et sociale Et alors que s'ouvre le semestre de 2021, son équipe mistes annonce que la d'indicateurs (industrie,

mobilité, faillites, inflation, croissance, emploi, consommation, etc.) sont tous au vert. Voire plus que ça, puisque la situation, déjà très positive au printemps, s'est encore améliorée en mai et juin.

«Un nouveau cycle expansionniste se confirme», commente Vincent Hein, «notamment grâce à la levée des restrictions sanitaires et aux différents mécanismes de soutien rapidement mis en place par l'État pour compenser les pertes de revenus à la

source.» Un élan commun à l'ensemble des secteurs qui estiment tous que leur activité récente est en hausse – ce qui n'était pas arrivé depuis fin 2018 – avec une amélioration des perspectives d'évolution de l'emploi, en particulier dans l'industrie (lire ci-dessous).

Et les experts d'Idea ont des raisons de se montrer optimistes : alors que le Stateg table sur une augmentation du PIB de 6% et la Commission européenne de 4,8% en 2021, «tous les indicateurs

de notre tableau de bord laissent entrevoir un horizon encore plus favorable», révèle Narimène Dahmani. «Nous avons calculé que si le PIB trimestriel stagnait à son niveau du premier trimestre, la croissance annuelle en 2021 s'élèverait à 5,5%.» Ce qui placerait le Grand-Duché au-dessus de la moyenne européenne. Cette reprise à vitesse grand V tient en partie à la structure de l'économie luxembourgeoise, fortement liée à la place financière, un secteur qui a

vite rebondi après un creux au tout début de la crise.

Le défi de l'épargne des ménages

Alors qu'est-ce qui pourrait bien stopper cette relance? Plusieurs choses selon Narimène Dahmani, à commencer par une quatrième vague épidémique : «On assiste déjà à une recrudescence des infections partout en Europe à cause des variants, et au Luxembourg, la task force parle de 600 contaminations journalières à partir de septembre. Cette variable devra être intégrée aux futures analyses», prévient l'économiste.

Ensuite, une potentielle hausse des faillites (lire ci-dessous) engendrée par des difficultés de trésorerie au sein de certaines entreprises trop fragiles pour faire face aux dépenses liées à la reprise de l'activité. Enfin, régulièrement évoqué, un retour de l'inflation pourrait aussi freiner cette nouvelle impulsion de l'économie : à ce jour, le Stateg s'attend à une augmentation des prix de 2% en 2021 et 1,6% en 2022.

Des menaces et surtout un défi : faire en sorte que les 1,7 milliard d'euros supplémentaires épargnés par les ménages luxembourgeois durant cette crise soient bien réinjectés dans l'économie. «C'est un volume très impressionnant rapporté aux 2,4 milliards déboursés par l'État pour maintenir le pays à flot», souligne Vincent Hein, qui craint que ce phénomène contribue à faire grimper encore davantage les prix de l'immobilier.

Pour le moment, l'indice de confiance des consommateurs, à son plus haut niveau depuis janvier 2018, semble lui donner tort : les ménages se disent prêts à faire des achats importants à court terme et leur appréhension vis-à-vis du chômage a tendance à s'estomper.



Hein : «Le Luxembourg a bien surmonté cette crise. Il doit être attentif au retour du risque sanitaire.»

Faillites : l'instant critique

La reprise de l'activité est un moment décisif pour les entreprises.

Les professionnels restent une vague de faillites, ce direct de la crise es experts de la Fondation Narimène Dahmani abord qu'entre 2019 faillites ont baissé de nt à la légère hausse ce premier semestre rapport à 2020), elle notamment par le peu

de jugements de faillite prononcés au printemps l'an dernier : seulement huit en avril.

Depuis le début de l'année, 1 157 faillites ont été comptabilisées, soit une moyenne mensuelle sur 12 mois de 108 faillites : un niveau similaire à celui d'avant la crise.

Vu ces indicateurs, l'économiste estime qu'il n'est pas certain que les entreprises luxembourgeoises soient si nombreuses à mettre la clé

sous la porte ces prochains mois. Elle ajoute : «Certaines sociétés, déjà en difficulté financière avant le covid, ont finalement réussi à garder la tête hors de l'eau grâce aux aides de l'État. Quant à celles qui étaient viables avant la crise et qui font face à des soucis de liquidités liés à la reprise de leur activité, elles pourront survivre si les mesures compensatoires ne leur sont pas coupées brutalement.»

Car c'est réellement maintenant que tout se joue pour de nombreux patrons : «On le voit dans les crises précédentes, c'est au moment de la reprise que les difficultés de paiement arrivent», affirme Vincent Hein. «Quand on met une entreprise en pause, elle n'a pas de revenus, mais elle n'a pas non plus de dépenses. Quand on remet un restaurant en route, il faut de nouveau remplir les frigos, rappeler les salariés, commander du matériel, payer de nouveau ses loyers, éventuellement ses arriérés de taxes et de cotisations sociales, et

Un record de postes à pourvoir

8 865 offres d'emploi attendent de trouver preneur : un niveau jamais atteint auparavant.



Concernant l'emploi, la Fondation Idea relève des performances inégalées pour le Luxembourg qui s'impose comme une exception à l'échelle européenne : c'est l'un des rares pays à afficher une insolente croissance de l'emploi à 2% – seul Malte fait mieux avec 2,9% – quand, en moyenne dans l'UE, l'emploi a diminué de 1,5%.

Avec 5,9%, le taux de chômage continue de baisser pour se rapprocher de son niveau d'avant-crise

dix demandeurs d'emploi sur les 12 derniers mois.

Grâce à 2 900 postes supplémentaires créés en mai, le pays compte désormais 456 850 emplois, dont 46% occupés par des travailleurs frontaliers. Cette hausse bénéficie surtout au secteur non marchand et notamment à l'administration publique, dont les effectifs ont grimpé de 5,7%. La santé et l'action sociale augmentent aussi (+4,5%), tout comme les services aux entreprises (4,2%). Seul point noir

